

Trabajo Fin de Grado

Les insécurités linguistiques de la langue française

Linguistic Insecurities of the French Language

Autor/es

Mélody Rodríguez Cebrián

Director/es

Francisco José Señalada García

Grado en Lenguas Modernas
Facultad de Filosofía y Letras
2017/2018

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	1
2. DESCRIPTION DES CONCEPTS	1
3. MOYENS EMPLOYÉS POUR RÉSOUDRE DES DOUTES	4
4. LES POINTS LES PLUS FAIBLES	7
5. POINTS À ANALYSER	7
6. ANALYSE DES RÉPONSES	8
6.1. LE PLURIEL DES NOMS COMPOSÉS	9
6.2. LA DIFFÉRENCIATION DU FUTUR ET DU CONDITIONNEL	11
6.3. LE PLURIEL DES NOMBRES.	12
6.4. LES CONSONNES DOUBLES	14
6.5. L'ACCORD DES PARTICIPES PASSÉS	16
6.6. L'ACCORD DES ADJECTIFS DE COULEUR	17
6.7. LA NÉGATION DES PROPOSITIONS FINALES	18
7. CONCLUSION	19
8. BIBLIOGRAPHIE	23
9. ANNEXES	27
9.1. EXERCICES	27
9.2. RECUEIL DE RÉPONSES	43

1. INTRODUCTION

L'*insécurité linguistique* est un concept introduit dans les années 60 par le sociolinguiste américain William Labov dans son étude à propos du changement de la réalisation du phonème /r/ dans la communauté de la ville de New York. Mais en quoi consiste ce sentiment insécurité ?

Dans ce travail, intitulé *Les insécurités linguistiques de la langue française*, nous répondrons à cette question, mais nous ne nous contenterons pas de donner une définition et une explication pour y répondre. Nous irons plus loin dans l'analyse afin de faire un travail plus pratique et d'atteindre un objectif : analyser directement le problème. Au moyen de la participation des locuteurs français et des différents exercices concernant différents aspects qui posent le plus de problèmes dans la langue française, nous analyserons les réponses et nous tirerons des conclusions qui puissent prouver ce dont parlait William Labov.

De cette manière, ce travail est composé d'une partie théorique où nous analyserons non seulement le concept d'*insécurité linguistique*, mais des autres différents (comme celui de *norme* et d'*hypercorrection*) qui aident à comprendre comment ce sentiment est arrivé à se produire et quelles conséquences peut provoquer. Et d'une partie pratique où, à l'aide d'un corpus d'exercices, nous analyserons des réponses et des exemples réels qui se produisent dans la langue française.

2. DESCRIPTION DES CONCEPTS

Une langue est « un instrument de communication, un système de signes vocaux spécifiques aux membres d'une même communauté » (Dubois, 1973 : 276). L'usage des langues est le responsable du fait qu'elles soient en constante évolution et les changements qui se produisent ne peuvent pas être évités. Selon la dernière publication de l'Organisation Internationale de la Francophonie, les langues les plus parlées dans le monde sont le mandarin, l'anglais, l'espagnol et l'arabe. La langue française occupe la cinquième position avec 274 millions de francophones (Organisation internationale de la Francophonie, 2014), ce qui comprend une grande diversité de sujets parlants et de variétés d'emploi de la langue. Ces variations ont une régularité et peuvent être analysées selon différents aspects. Françoise Gadet (1989 : 8) propose différentes variations à partir des éléments extralinguistiques qui influencent la langue : la langue varie selon la région de la France où elle est employée (*variation régionale*), selon la

classe où structure sociale à laquelle appartient le locuteur (*variation sociale*), selon le contexte et la situation immédiate du locuteur (*variation stylistique ou situationnelle*), selon l'époque temporelle (*variation temporelle ou diachronique*), selon le sexe ou l'âge des sujets parlants (*variation sexuelle* ou *variation en fonction de l'âge*) et finalement une *variation inhérente* qui se réfère aux changements produits dans la langue mais sans aucun changement dans la production.

Ces variétés qui faisaient de la langue quelque chose d'hétérogène ont amené le besoin d'unifier la langue au dix-septième siècle où l'Académie française a joué un rôle d'importance.

Cette institution créée en 1635 par le cardinal Richelieu et le cercle de Valentin Conrart avait pour mission de « travailler avec tout le soin et toute la diligence possibles à donner des règles certaines à notre langue et à la rendre pure, éloquente et capable de traiter les arts et les sciences » (Académie française, 2018d). Les Académiciens voulaient perfectionner la langue française pour qu'elle puisse arriver au même niveau de prestige qu'avaient eu le latin et le grec dans l'Antiquité mais le but était aussi de créer des règles, avec la publication d'un « ample dictionnaire et d'une grammaire fort exacte » (Asse, 1880 : 52), pour que tout le monde puisse parler la même langue d'une façon correcte.

Avec la création de l'Académie française la langue a commencé à être régularisée à travers une série de règles et normes que les locuteurs devaient apprendre. Ainsi, pour analyser une langue et l'emploi que ses locuteurs en font, il faut tenir compte du concept de *norme*.

On appelle *norme* un système d'instructions définissant ce qui doit être choisi parmi les usages d'une langue donnée si l'on veut se conformer à un certain idéal esthétique ou socio-culturel. La norme, qui implique l'existence d'usages prohibés, fournit son objet à la grammaire normative ou *grammaire* au sens courant du terme. (Dubois, 1973 : 233)

D'après Michel Arrivé (1986 : 425) la norme est imposée pour des raisons politiques et sociales et elle est tirée de la valorisation de l'usage de la langue que fait la classe dominante. Cette norme sert à régulariser la langue et à indiquer à ses locuteurs ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire. Selon cette distinction, la langue peut être divisée entre un « usage correct » et d'autres usages jugés « incorrects » ou « fautifs » (Arrivé *et al.*, 1986 : 424). Par exemple, un usage correct est l'emploi de la locution conjonctive *après que* suivie de l'indicatif (« j'irai te voir après que le concert aura fini »), mais l'emploi du subjonctif (« j'irai te voir après que le concert ait fini ») après cette locution est considéré comme incorrect, bien qu'il soit de plus en plus fréquent.

Selon Marie-Louise Moreau (1997 : 218 - 223), on peut distinguer cinq types de norme : de fonctionnement, descriptive, prescriptive, évaluative et fantasmée. La norme de fonctionnement est aussi nommée norme objective. Elle fait référence aux normes partagées et employées par une communauté. La norme descriptive décrit les normes employées par les locuteurs sans valoriser s'il s'agit d'un bon usage. La norme prescriptive donne aux usagers un modèle à suivre à partir des normes employées par les locuteurs d'une langue ; elle établit une norme à suivre. La norme évaluative, aussi nommée subjective, s'oppose à la norme objective parce que celle-ci tient compte des valeurs esthétiques, affectives ou morales. Finalement, la norme fantasmée fait référence à la conception qu'ont les usagers à propos de la norme.

En dépit de l'existence d'une norme qui régularise la langue, les variations de la langue ne peuvent pas être évitées, ce qui peut conduire à des usages éloignés des règles susceptibles d'être qualifiés de « mauvais ». La conscience de ce mauvais usage de la langue et des normes peut donner naissance chez les sujets parlants au sentiment d'*insécurité linguistique*, cependant la connaissance des normes et du bon usage peut amener les locuteurs à éprouver le sentiment opposé : *la sécurité linguistique*.

D'une part, le concept d'*insécurité linguistique* a été employé pour la première fois par William Labov. Ce linguiste américain a réalisé une étude sociolinguistique de la ville de New York afin d'étudier les systèmes linguistiques à partir d'une variation stylistique et sociale. Dans cette étude, il établit un « indice d'insécurité linguistique » (Labov, 1976 : 200) qui marque la distinction que les locuteurs font entre l'usage correct et leur propre usage. Labov introduit ce sentiment d'*insécurité linguistique* qui se traduit par :

Une très langue variation stylistique ; par des profondes fluctuations au sein d'un contexte donné ; par un effort conscient de correction ; enfin, par des réactions fortement négatives envers la façon de parler [que les locuteurs] ont hérité (Labov, 1976 : 183).

D'autre part, le sentiment de *sécurité linguistique* se produit lorsque « les locuteurs ne se sentent pas mis en question dans leur façon de parler, lorsqu'ils considèrent *leur* norme comme *la* norme » (Calvet, 2002 : 51). Ce sentiment, selon Marie-Louise Moreau (1997 : 172), se produit parce que le locuteur maîtrise vraiment la langue ou parce qu'il ne se rend pas compte des différences entre le bon emploi de la norme et l'emploi qu'il en fait vraiment.

La certitude de ne pas maîtriser la langue et le sentiment d'*insécurité linguistique* qui en découle provoquent chez le locuteur la volonté de s'exprimer d'une façon jugée

correcte. Pour cela faire, les locuteurs emploient des formes qu'ils considèrent comme prestigieuses. Cependant, l'emploi de ces formes ne correspond pas toujours au bon usage et il amène à l'*hypercorrection*.

Selon Peter Trudgill et Juan Manuel Hernández Campoy (2007 : 168 - 169), l'*hypercorrection* est le résultat de la volonté des locuteurs des registres peu prestigieux d'employer un autre registre plus élevé mais à cause d'une mauvaise analyse de la norme, ils produisent une variété qui s'éloigne de celle qu'ils veulent imiter. Un exemple d'*hypercorrection* concerne l'emploi abusif des liaisons à partir de l'idée que la liaison appartient à un registre élevé. Françoise Gadet (1989 : 25) propose l'exemple suivant : « si vous laissez r un message, je vous rappellerai dès mon retour ». Elle remarque qu'il s'agit d'une liaison fautive réalisée par le locuteur parce qu'il considère que la liaison a un effet valorisant.

Si l'*hypercorrection* montre un sentiment d' « insécurité linguistique, c'est parce que l'on considère sa façon de parler comme peu prestigieuse et que l'on tente d'imiter, de façon exagérée, les formes prestigieuses » (Calvet, 2002 : 56 - 57).

3. MOYENS EMPLOYÉS POUR RÉSOUDRE DES DOUTES

L'insécurité linguistique est très marquée chez les locuteurs français et nous allons nous focaliser sur l'insécurité linguistique chez ceux qui parlent le français comme langue maternelle. Cette insécurité se manifeste avec plus de force à l'écrit mais elle se produit aussi à l'oral et l'existence de différents moyens de référence pour savoir comment écrire et parler correctement prouve que cette insécurité est un fait réel de la langue.

Les Français ont souvent hésité tout au long de l'histoire au moment d'écrire ce qu'ils pensent, de cette manière il y a des sources sur papier et des sources numériques plus récentes pour trouver une réponse à leurs doutes. Dans un premier moment, les seules voies pour se renseigner étaient les sources sur papier qui concernent différents ouvrages comme le Dictionnaire et la Grammaire publiés par l'Académie française en 1694 et 1930 respectivement. Ceux-ci ont été créés pour « être de référence pour des centaines de millions d'utilisateurs d'une langue » (Académie française, 2018a). Même s'il y existait une norme à suivre l'usage de la langue était très varié, ce qui a amené par exemple le 28 décembre 1976 à la publication d'un arrêté publié par le ministre de l'éducation René Haby. Cet arrêté était composé d'une liste de tolérances orthographiques qui ne devaient pas être « prises en considération que pour la correction des examens ou concours » (Légifrance, 2018a : 827). C'est-à-dire, dans le domaine de

l'éducation, certaines fautes d'orthographe n'étaient pas pénalisées, comme par exemple l'emploi d'un verbe au pluriel lorsqu'il accompagne « plusieurs sujets à peu près synonymes à la troisième personne du singulier juxtaposés » (Légifrance, 2018a : 827), même s'il faut accorder le verbe au singulier.

Il y a aussi certaines lois créées afin de mettre en valeur la langue française, de favoriser l'emploi de termes propres à la langue et de refuser les termes provenant des autres langues. Par exemple, la loi n° 94-665 du 4 août 1994, aussi nommée « loi Toubon », « affirme le droit dont dispose chaque Français de pouvoir utiliser sa langue dans les divers domaines de la vie quotidienne, et particulièrement dans l'enseignement, le travail, les échanges et les services publics » (Académie française, 2018e). Selon l'article 5 de cette loi, les textes et documents « peuvent contenir ni expression ni terme étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française. » (Légifrance, 2018b). De cette façon, l'État favorise l'emploi du français et refuse l'emploi de termes étrangers, notamment ceux qui proviennent de la langue anglaise, comme par exemple : favoriser le terme « investisseur providentiel » au lieu d'employer « ange des affaires » qui est une traduction directe du mot anglais « business angel » (Académie française, 2018e). Le même mécanisme est suivi dans *Chasse aux belgicisms* publié en 1971 par Albert Doppagne, Hélène Bourgeois-Gielen et Joseph Hanse, mais cette fois il y a une liste de termes français afin d'éviter l'emploi de belgicisms.

Plus récemment, avec les nouvelles technologies, les locuteurs emploient aussi de nouvelles sources pour se renseigner à propos de l'usage de la langue : Internet est la voie principale de recherche. Il y a différents sites où il est possible de poser des questions de langue dans un forum et trouver une réponse. Il y a plusieurs modalités de sites web : ceux où tout le monde peut répondre aux questions posées, ceux où ce sont des experts qui répondent et aussi ceux où les questions les plus fréquentes sont déjà recueillies et il suffit de regarder si la question est déjà résolue. Dans certains sites il est possible aussi de faire des tests pour tester le niveau de langue. En plus, il existe des sites plus fiables et plus contrôlés par des institutions et d'autres qui sont moins rigoureux et moins contrôlés.

Voici différentes propositions de sites web qui accomplissent les fonctions citées :

D'un côté, il y a des sites officiels et contrôlés. Dans ces sites des professionnels travaillent pour donner une réponse aux questions posées et résoudre les doutes

formulés. La plupart de ces sites proposent différents points de grammaire et différents points plus problématiques. De cette façon, le locuteur n'a pas besoin de poser une question mais il doit regarder si la question est déjà résolue. Il y a différents sites officiels qui proposent un large éventail de possibilités de recherche selon les besoins du locuteur et de son niveau : points de grammaire, exercices, jeux pédagogiques, recueil des fautes les plus fréquentes et possibilité de certifier le niveau de langue. Parmi les sites existants nous avons choisi quelques-uns parce qu'ils proposent plusieurs des possibilités mentionnées précédemment et qu'il s'agit de sites très complets pour nous aider à trouver les réponses aux doutes dans la langue française.

- *La Banque de dépannage linguistique* de l'Office québécois de la langue française

est un outil pédagogique en constante évolution qui propose des réponses claires aux questions les plus fréquentes portant sur la grammaire, l'orthographe, la syntaxe, le vocabulaire, les anglicismes, la ponctuation, la prononciation, la typographie, les noms propres, les sigles, abréviations et symboles, la rédaction et la communication. Cette banque traite de questions de langue générale (Office québécois de la langue française, 2018a)

Ce site offre aussi la possibilité de tester ses connaissances, de trouver une explication à un doute grâce à un index thématique des points les plus communs et des jeux pédagogiques pour améliorer.

- *Projet Voltaire* est un logiciel qui propose différentes voies pour améliorer l'orthographe. Ce projet, « travaille avec les plus grands experts pour proposer des services en ligne de remise à niveau personnalisée en orthographe, pour une bonne expression écrite en milieu professionnel » (Projet Voltaire, 2017)

Ce logiciel, comme le fait la *Banque de dépannage linguistique*, propose une liste des points les plus consultés mais il est aussi possible de poser des questions à un expert. *Projet Voltaire* permet aussi d'obtenir un Certificat de niveau en orthographe.

- L'Académie Française possède un site web dans lequel il y a une rubrique consacrée à la langue française où l'Institution invite à regarder « les questions les plus fréquemment posées [...] » (Académie française, 2018c) et aussi à employer un dictionnaire pour poser des questions. Ce site propose aussi une rubrique nommée « Dire, ne pas dire » où il y a d'autres points comme les emplois fautifs, les néologismes et anglicismes et un « courrier des internautes » (Académie française, 2018b). Ce dernier montre les réponses aux questions posées par les usagers.

- Le journal *Le Monde* offre aussi différents outils pour l'usage de la langue française. Le site propose une formation afin de perfectionner l'expression écrite en français avec différents exercices adaptés au niveau de chaque usager (LeMonde.fr, 2018)

Il existe également d'autres sites moins contrôlés où les réponses peuvent être fournies par n'importe quel membre. Ces sites offrent la possibilité de poser une question de langue dans un forum et de voir des listes avec les questions les plus fréquentes classifiées par thèmes. *Wordreference.com*, *Ladictée.fr*, *Lalanguefrançaise.com*, *Yahoo réponses* ou *Études Littéraires* offrent les possibilités mentionnées. Il y a d'autres sites comme *Françaisfacile.com*, *Frantastique.com* ou le dictionnaire en ligne *Reverso* qui offrent aussi la possibilité de remplir un test de niveau.

4. LES POINTS LES PLUS FAIBLES

Le problème des fautes d'orthographe dans la langue française a été étudié par différents journaux, et différents sondages ont été faits afin de recueillir les points les plus problématiques. D'après un sondage publié par le journal *Le Parisien* et réalisé par l'institut Mediaprism et le livre *Les timbrés de l'orthographe*, les cinq fautes les plus fréquentes en français ont été appelées « cinq bêtes noires ». Selon ce journal,

Mettre au pluriel un nom composé, comme « chasse-neige », serait l'écueil principal pour 56% des sondés. Arrivent ensuite la différence entre futur et conditionnel (34%), le pluriel des nombres (27%), les consonnes doubles (24%) et les participes passés (23%). « Ce sont effectivement les fautes qui reviennent souvent dans les dictées », constate l'expert en mots Jean-Pierre Colignon. Son conseil pour les éviter n'est pas sorcier. « Il faut lire, encore et toujours, préconise-t-il. Et lire le dictionnaire. » (LeParisien.fr, le 6 novembre 2013)

Selon le journal en ligne *Atlantico.fr* « le niveau en orthographe des Français est en chute libre depuis 20 ans. » (Atlantico.fr, le 13 août 2016). Ce journal propose une liste avec quelques points qui sont plus problématiques, comme par exemple : La différenciation entre « a » du verbe *avoir* et la préposition « à » ; la différenciation de « é » du participe passé et « er » de l'infinitif ; la différenciation entre deux mots comme « convainquant » et « convaincant », ou « or » et « hors » ; et l'accord des adjectifs de couleur.

5. POINTS À ANALYSER

De la liste proposée par le sondage de l'institut Mediaprism, de la liste proposée par le journal *Atlantico.fr* et des différents sites web précédemment cités, nous avons extrait les points qui posent le plus de problèmes :

- Le pluriel des noms composés
- La différenciation du futur et du conditionnel
- Le pluriel des nombres
- Les consonnes doubles
- L'accord des participes passés
- L'accord des adjectifs de couleur
- La négation des propositions finales
- La liaison
- L'accord du verbe avec le sujet
- La différenciation de l'indicatif et du subjonctif
- Le genre des substantifs
- Les accents

Ces sujets vont être analysés à partir d'un test distribué à 55 personnes (78,18% de femmes et 21,81% d'hommes) âgées de 18 à 65 ans dont la langue maternelle est dans tous les cas le français. Nous leur avons proposé une série d'exercices concernant les sujets évoqués plus haut. Nous avons tiré ces exercices, que nous reproduisons dans l'annexe 1, des différents sites web comme : *La banque de dépannage linguistique*, *Le Point du Fle*, *Reverso* et *WordReference* ; et recueils comme : *Bled conjugaison*, *Las 500 dudas más frecuentes del francés*, *Grammaire progressive du français : avec 400 exercices : niveau avancé*, *Langue française : 120 quiz pour vous tester*.

6. ANALYSE DES RÉPONSES

Les réponses des locuteurs qui ont bien voulu participer à notre enquête sont regroupées dans l'annexe 2 et elles ont toutes été analysées pour vérifier l'existence de ce sentiment d'insécurité linguistique et la maîtrise des règles qui font l'objet de ce mémoire de fin d'études.

Malheureusement, afin de ne pas dépasser le nombre de mots autorisé, il nous a fallu opérer un choix parmi les sujets proposés à nos informateurs et nous avons finalement retenu les points qui nous semblaient être les plus intéressants parce qu'ils posaient le plus de difficultés : le pluriel des noms composés, la différenciation du futur et du conditionnel, le pluriel des nombres, les consonnes doubles, l'accord des participes passés, l'accord des adjectifs de couleur et la négation des proposition finales.

6.1. LE PLURIEL DES NOMS COMPOSÉS

Un *nom composé* est formé par « plusieurs mots unis le plus souvent par des traits d'union » (Kannas, 2012 : 203). La formation du pluriel de ces mots peut provoquer des problèmes surtout orthographiques parce qu'ils peuvent être formés, comme indiquent Maurice Grevisse et André Goosse (2011 : 722), par des mots variables, comme les substantifs ou les adjectifs, et par des mots invariables, comme les verbes et les prépositions. Cela pose des problèmes lors de la formation du pluriel car il peut y avoir des difficultés pour identifier quels éléments du nom composé vont prendre la forme du pluriel.

Sauf exception, les règles à suivre pour la formation du pluriel des noms composés, selon Claude Kannas (2012 : 204 - 205), sont les suivantes :

Le nom composé reste invariable quand il s'agit des constructions suivantes : verbe + verbe (*des laissez-passer*), verbe + complément non-comptable (*des pare-brise*), verbe + complément au pluriel (*des sèche-cheveux*), verbe + nom précédé d'un article (*des trompe-l'œil*) et verbe + nom propre (*des prie-Dieu*).

Le nom composé peut aussi être variable et marquer la forme du pluriel sur le premier élément, sur le deuxième ou sur les deux :

- Le pluriel est marqué seulement sur le premier terme quand il s'agit d'un nom suivi d'un autre nom qui fonctionne comme son complément (*des timbres-poste*).
- Le deuxième terme prend la marque du pluriel quand le premier terme est un mot invariable et le deuxième est variable (*des haut-parleurs*) ou quand le premier terme est un verbe suivi de son complément comptable (*des tire-bouchons*).
- Les deux termes marquent le pluriel quand il s'agit des constructions suivantes : nom + nom (*des chefs-lieux*), adjectif + nom (*les basses-cours*), nom + adjectif (*des coffres-forts*) ou adjectif + adjectif (*des paroles aigres-douces*).

Cependant, il faut tenir compte des rectifications de l'orthographe faites en 1990 par le Conseil supérieur de la langue française. Selon l'Académie française, institution qui les a approuvées :

Ces rectifications ont pour but de résoudre les problèmes graphiques importants, d'éliminer les incertitudes ou les incohérences et de permettre la formation correcte des mots nouveaux qu'appelle le développement des sciences et des techniques. Elles rendront de surcroît l'apprentissage du français plus aisé et plus sûr (Académie française, 2018c).

Ces rectifications ont servi à régulariser non seulement le pluriel des noms composés mais aussi le singulier. Ainsi, la presque totalité des noms composés du type Verbe +

Nom ne prennent la marque du pluriel que si le nom est au pluriel : on écrit *des coupe-ongles*, *des compte-gouttes* et *des sèche-cheveux*, mais *un coupe-ongle*, *un compte-goutte* et *un sèche-cheveu*.

Pour vérifier que cela pose vraiment de problèmes aux Français, nous avons proposé quatre exercices différents : le premier exercice consiste à trouver les phrases écrites correctement, le deuxième exercice consiste à trouver la forme correcte du nom composé parmi quatre possibilités, le troisième exercice propose une série de noms composés dans laquelle il faut identifier l'intrus et le quatrième exercice s'agit de mettre les noms proposés au pluriel. Les deux premiers exercices et le quatrième proposent une variété de noms composés comme les formés par les groupes Adj+N (*basse-cour*, *rouge-gorge*), Adv+N (*avant-scène*, *arrière-boutique*), N+N (*wagon-restaurant*, *arrière-boutique*), N+Adj (*coffre-fort*), V+N (*gratte-ciel*, *porte-bagage*) ou V+V (*laissez-passer*, *savoir-faire*). Et le troisième exercice ne présente que le type de nom composé à premier élément verbal (*porte-serviettes*, *porte-avions*).

Selon les résultats, les enquêtés ont eu plus de difficultés à trouver la bonne réponse dans le deuxième (46,89%) et le quatrième exercices (55,35%). C'est-à-dire, dans les exercices où ils devaient eux-mêmes mettre le nom composé au pluriel, comme c'est le cas du quatrième exercice, ou choisir parmi les phrases proposées celle contenant la forme correcte du pluriel d'un nom composé, comme c'est le cas du deuxième exercice. Cependant, ils ont eu moins de difficultés pour trouver la bonne réponse si le mot se présente de manière isolée comme dans le premier (66,43 %) et le troisième exercices (64,65%).

Les différentes réponses peuvent indiquer ce qui pose le plus de problèmes en ce qui concerne le pluriel des noms composés et elles montrent que les locuteurs conçoivent ce type de noms comme des noms simples et, par conséquent, ils appliquent les mêmes règles : ajouter la marque du pluriel au deuxième élément, c'est-à-dire, à la fin du mot. Mais l'emploi systématique de cette règle dans tous les cas, marque d'*hypercorrection*, peut entraîner un emploi fautif. Par exemple, le fait que dans les mots *coffre-forts* et *plate-bandes* (exercice 1.1) la marque du pluriel soit placée à la fin du mot n'implique pas que cela soit correct. Comme il s'agit d'un mot composé formé d'un nom et d'un adjectif, les formes correctes sont *coffres-forts* et *plates-bandes*.

Il faut remarquer aussi la méconnaissance de l'exception qui concerne la formation du pluriel quand le deuxième nom est complément de celui qui le précède (*fer à cheval*, *chemin de fer*). Dans ce cas, seulement le premier élément prend la forme du pluriel. Par

exemple, le mot *chef-d'œuvre* (exercice 1.2) dont la forme plurielle est *chefs-d'œuvre* et non *chefs-d'œuvres*, que nous avons trouvé dans presque 40% des réponses. Un autre exemple de ce type de formation est le cas des mots *fer à cheval* (exercice 1.2) et *station-service* (exercice 1.1) où presque 35% des informateurs ont choisi des formes comme *fer à cheval* ou *fers à chevaux* dans le premier cas et *stations-services* dans le deuxième cas.

Cela montre que les locuteurs sont conscients que dans le groupe N+N les deux éléments prennent la forme du pluriel, mais qu'ils ne maîtrisent pas les exceptions.

Finalement, il y a des cas où l'un des éléments d'un nom composé peut appartenir à deux catégories grammaticales comme c'est le cas du mot *aller* qui peut fonctionner comme verbe (*laisser-aller*) ou comme substantif (*aller-retour*). Cela pose un problème aux informateurs puisque l'identification erronée d'une catégorie grammaticale amène à 58,1% d'entre eux à écrire *aller-retours* (exercice 1.4) au lieu de *allers-retours*.

6.2. LA DIFFÉRENCIATION DU FUTUR ET DU CONDITIONNEL

Le futur simple et le conditionnel présent sont deux temps du mode indicatif qui posent de problèmes dans certaines désinences personnelles et qui peuvent être confondus. Selon Sabine Duhamel (2011 : 87) la confusion entre les deux temps concerne la première personne du singulier : celle du futur en *-ai* et celle du conditionnel *-ais*.

C'est un problème qui a pour origine l'évolution phonétique de la langue. En effet, la prononciation normative de la désinence *-ai* correspond à la voyelle mi-fermée [e], mais de nos jours on constate une tendance grandissante à prononcer une voyelle mi-ouverte [ɛ] à sa place, de sorte que des formes verbales comme *je finirai* et *je finirais* sont devenues des homophones. On comprend alors que ces formes puissent présenter des problèmes lors du passage à l'écrit (Projet Voltaire, 2017b).

Les enquêtés ont été interrogés à propos de la formation de la première personne du singulier au moyen de trois exercices où ils devaient choisir la phrase correcte ou choisir entre l'emploi du futur ou du conditionnel. Les réponses ont montré un résultat positif de l'analyse puisque 80,75% de réponses ont été correctes. Néanmoins, les réponses montrent une certaine prédilection pour l'emploi du futur dans les propositions hypothétiques, c'est-à-dire, la construction *si* plus imparfait suivie d'une phrase au futur. Cette forme a été la deuxième option la plus choisie parmi les phrases proposées dans le deuxième exercice. Par exemple des phrases comme « Si j'avais étudié correctement, je n'aurai pas raté mes examens », « Je déménagerai bien si je trouvais du

travail » ou « Si tu mettais le GPS, je trouverai facilement cette adresse » ont été choisies par un quart des enquêtés. Cependant, l'option correcte est l'emploi du conditionnel au lieu d'employer le futur : « Si j'avais étudié correctement, je n'aurais pas raté mes examens », « Je déménagerais bien si je trouvais du travail » et « Si tu mettais le GPS, je trouverais facilement cette adresse. Ces réponses montrent que la difficulté la plus grande est l'identification de la désinence correcte car les deux désinences sont homophones.

Il faut aussi remarquer que certaines constructions avec le verbe *penser* provoquent l'insécurité linguistique lorsque la phrase ne se trouve pas dans un contexte concret parce qu'elles permettent l'emploi de différents temps. C'est le cas de la phrase « Je pense que j'accepterai votre offre » (exercice 2.3.) où le temps verbal peut varier selon le contexte. Dans ce cas, l'emploi du conditionnel ne serait pas erroné si c'est la conséquence d'une hypothèse que nous voulons exprimer : nous pouvons très bien dire « Je pense que j'accepterais votre offre » avec un *si...* sous-entendu.

Ce dernier aspect montre à la perfection que le sentiment d'insécurité linguistique est présent chez les Français et montre que les règles ne sont pas complètement assimilées. L'édition numérique du journal *L'Étudiant* (L'Étudiant.fr, 2012) propose une astuce pour savoir si ce que nous voulons écrire est le futur ou le conditionnel : il suffit de substituer la première personne du pluriel à celle du singulier. De cette façon, l'emploi d'un temps ou de l'autre est plus clair parce que la prononciation des désinences du pluriel (« ons », « ions ») ne prête pas à confusion. L'exemple proposé par le journal est le suivant : « je devrais ou je devrai ne plus faire de fautes ». Nous pouvons remplacer la première personne du singulier par : « nous devons » ou par « nous devrions », de cette manière il est plus facile distinguer si ce que nous voulons exprimer est le futur (« je devrai ne plus faire de fautes ») ou l'hypothèse (« je devrais ne plus faire de fautes »).

6.3. LE PLURIEL DES NOMBRES.

La troisième « bête noire » est la formation du pluriel des nombres. Selon la règle générale, les nombres sont invariables, mais il y a des cas où ils prennent la marque du pluriel, par exemple « les nombres *vingt* et *cent* peuvent sous certaines conditions prendre un *s* » (Kannas, 2012 : 68). Par exemple, *vingt* et *cent* prennent la marque du pluriel quand ils suivent un nombre qui les multiplie, mais ils ne la prennent pas quand

ils précèdent un autre nombre ou l'adjectif numéral *mille*, comme l'indique l'Académie française (Académie française, 2018c).

Dans ce travail nous allons aussi analyser le cas de deux noms *million* et *milliard* qui doivent être accordés mais que, comme Edouard Bled (2012 : 44) le signale, il ne faut pas confondre avec les adjectifs numéraux.

Un autre point qui concerne le sujet des nombres est leur écriture. Même si l'écriture n'empêche pas la correcte formation du pluriel, il faut aussi en tenir compte d'elle. Selon les rectifications de l'orthographe « on lie par des traits d'union les numéraux formant un nombre complexe, inférieur ou supérieur à cent » (Conseil supérieur de la langue française, 1990 : 11). De cette façon, il est possible d'écrire « elle a cent trois ans » et « elle a vingt et un ans » mais les formes « elle a cent-trois ans » et « elle a vingt-et-un ans » sont aussi possibles (Académie française, 2018c). De ces options, les Rectifications proposent plutôt l'emploi du trait d'union (« elle a vingt-et-un ans ») mais cela n'implique pas que son omission soit une faute. Cette possibilité d'écrire ou de ne pas écrire le trait d'union avait été déjà abordée par René Haby dans l'arrêté des tolérances grammaticales ou orthographiques publié en 1976, mais celui-ci était pour « l'omission du trait d'union » (Légifrance, 2018a : 4).

Afin d'analyser ce sujet, deux exercices ont été proposés dont 77,01% des réponses ont été correctes. De ces résultats il est possible de tirer des conclusions de deux aspects : la formation du pluriel et l'écriture des nombres.

Premièrement, il est possible d'analyser la connaissance des règles que les enquêtés ont à propos de la formation du pluriel des nombres. Le problème le plus fréquent concerne l'emploi de *vingt* et de *mille*. D'une part, certaines personnes accordent *vingt* toujours au pluriel. Par exemple dans le premier exercice proposé, dans les phrases où se trouve *vingt*, 21,43% des enquêtés ont choisi la forme plurielle de ce nombre : « Cent-vingts-milliards de dollars ». Même si *vingt* n'est pas multiplié par le mot qui précède. Dans le deuxième exercice cette tendance est aussi visible : presque 13% des informateurs ont choisi des phrases où *vingt* apparaît au pluriel (« Comme j'aimerais retrouver mes vingts ans », « Cette route est limitée à quatre-vingts-dix ») alors qu'il devrait rester au singulier. D'autre part, pour ce qui est du mot *mille*, nous avons constaté que 12% des enquêtés ont choisi la forme *milles*. Cependant, selon la règle « le mot *mille* est toujours invariable » (Kannas, 2012 : 229).

Il est aussi possible de remarquer la méconnaissance de la possibilité d'accorder les noms *million* et *milliard*. Quatorze personnes ont choisi des phrases où l'emploi de ces noms reste invariable au deuxième exercice : « Cet artiste a vendu cinquante million de disques », « Ce pays a une dette de plus de dix milliard d'euros ».

Deuxièmement, à partir de ces exercices il est possible d'analyser la façon d'écrire les nombres en lettres : avec ou sans trait d'union. Les deux emplois sont corrects mais selon les réponses 52,72% des personnes préfèrent l'emploi du trait d'union et écrivent plutôt *trente-et-un* et *cent-vingt milliards* au lieu d'écrire *trente et un* et *cent vingt milliards* (exercice 3.1).

6.4. LES CONSONNES DOUBLES

La langue française possède vingt graphies pour représenter les consonnes, mais toutes ne peuvent pas être redoublées. L'Office québécois de la langue française (2018b) fait une distinction selon si les consonnes peuvent être doublées ou pas : la plupart d'entre elles peuvent être doublées, les unes plus fréquemment que les autres : par exemple *c, f, l, m, n, p, r, s* et *t* se doublent plus fréquemment que *b, d, g, h, k* et *z*. Seuls *j, q, v, w* et *x* ne doublent jamais.

Le redoublement d'une consonne peut entraîner un changement dans la prononciation du mot comme c'est le cas de la consonne *s* en position intervocalique qui est sonore quand elle est simple mais qui est sourde quand elle est doublée. Cependant, dans ce travail nous allons nous occuper de la question des consonnes doubles sans tenir compte d'une éventuelle modification de la prononciation.

Ce sujet a été analysé à partir de quatre exercices : les trois premiers dédiés plutôt au lexique et le quatrième au redoublement des consonnes dans certains verbes. Ces exercices sont formés par des mots qui contiennent les consonnes qui peuvent être fréquemment doublées.

Nous avons pu constater que les enquêtés ont plus de problèmes dans l'exercice où une même phrase est proposée plusieurs fois mais avec des variations liées à la graphie d'un ou deux mots (exercice 4.2) ou dans l'exercice où ils doivent écrire eux-mêmes la réponse (exercice 4.4).

La consonne « n » est celle qui pose le plus de problèmes. Par exemple dans la formation de mots avec le préfixe « in- » qui, selon l'Office québécois de la langue

(2018b), ne double pas la consonne lorsqu'il a une valeur négative comme c'est le cas de *inaudible* (exercice 4.1).

Les consonnes doubles peuvent se trouver aussi dans la conjugaison de certains verbes, comme ceux qui finissent par *-eler* (*ruisseler*) ou *-eter* (*acheter*). Selon le Conseil supérieur de la langue française (1990 : 10) il s'agit d'un redoublement qui sert à noter le « e ouvert » qui se forme devant une syllabe muette dans de la conjugaison du verbe : *je ruisselle*. Néanmoins, il y a un autre procédé avec la même fonction : l'accentuation grave sans le redoublement de la consonne : *je harcèle*. Dans ces deux procédés il faut tenir compte des Rectifications de l'orthographe qui proposent, dans la cinquième règle dédiée aux verbes en *-eler* et *-eter*,

L'emploi du e accent grave pour noter le son « e ouvert » dans les verbes en *-eler* et en *-eter* est étendu à tous les verbes de ce type. On conjugue donc, sur le modèle de *peler* et *d'acheter* : elle *ruissèle*, elle *ruissèlera*, j'*époussète*, j'*étiquète*, il *époussètera*, il *étiquètera*. On ne fait exception que pour *appeler* (et *rappeler*) et *jeter* (et les verbes de sa famille), dont les formes sont le mieux stabilisées dans l'usage. (Conseil supérieur de la langue française, 1990 : 12)

Dans le quatrième exercice à propos de ce sujet, les enquêtés ont complété une série de phrases avec le présent de l'indicatif des verbes suivants : *étiqueter*, *ruisseler*, *épousseter*, *harceler*, *amonceler* et *marteler*. Tenant compte que les deux constructions mentionnées sont correctes, 74,85% des personnes ont écrit la forme correcte du verbe. Selon les réponses, il est possible de conclure que dans ce pourcentage, il y a un emploi similaire dans l'usage des deux constructions. Cependant, les enquêtés préfèrent l'usage de la construction *e* accent grave que l'option de redoubler la consonne : 51% des informateurs ont employé cette première option (*ils harcèlent* ou *il martèle*) contre 49% qui ont préféré le redoublement (*j'étiquette* ou *j'époussette*). Malgré cette prédilection aucune des deux constructions est considérée comme fautive et ne doit pas être pénalisée.

Cet exercice nous permet d'extraire certaines conclusions à propos du changement entre la grammaire traditionnelle et les Rectifications : les informateurs sont plus conscients des règles de l'ancien usage, car 76,52% des réponses correspondent aux modèles traditionnels de conjugaison, si bien que ces informateurs-là ont écrit *elle étiquette*, *il ruisselle*, *elle époussette* et *il amoncelle*, mais *ils harcèlent* et *il martèle*. En revanche, seulement 26,68% des sujets semblent avoir adopté les rectifications de l'orthographe lorsqu'ils écrivent : *elle étiquète*, *il ruissèle*, *elle époussète* et *il amoncèle*.

Cela montre que l'orthographe rectifiée n'est pas complètement assimilée par les Français et qu'ils continuent à employer plutôt la graphie traditionnelle.

6.5. L'ACCORD DES PARTICIPES PASSÉS

L'accord des participes passés employés dans la formation des temps composés est la cinquième « bête noire » proposée par l'institut Mediaprism. Il y a deux possibilités d'accord selon le verbe auxiliaire employé : *être* ou *avoir*.

D'une part, lorsque le verbe *être* est l'auxiliaire employé, le participe passé « s'accorde avec le sujet, en genre (masculin ou féminin) et en nombre (singulier et pluriel) » (Kannas, 2012 : 244). Le cas de l'accord des participes passés des verbes pronominaux suit des règles particulières. Selon Sabine Duhamel (2011 : 53) il y a trois possibilités d'accord : premièrement le participe passé accordé avec le sujet, deuxièmement l'accord avec le complément d'objet direct quand celui-ci est placé avant et troisièmement la possibilité de ne pas accorder le participe passé quand le complément d'objet direct est placé après et il y a un pronom personnel employé comme complément d'objet indirect.

D'autre part, lorsque le verbe *avoir* est employé pour construire le temps composé, le participe passé « ne s'accorde jamais avec le sujet » (Kannas, 2012 : 244) mais avec « le complément d'objet direct si [...] celui est placé avant le verbe » (Kannas, 2012 : 245).

L'analyse de ce sujet a été divisé en deux parties : une première partie générale et une deuxième partie consacrée à l'accord du participe passé avec les verbes pronominaux. Nous constatons que les règles sont légèrement moins maîtrisées dans l'emploi particulier des verbes pronominaux (76,60% des réponses correctes) que dans l'emploi général (81,50%).

La première partie est composée de trois exercices : deux d'entre eux dédiés à l'élection des phrases correctes et le troisième dédié au remplissage avec la terminaison convenable. Les enquêtés ont eu plus de difficultés dans ce troisième exercice parce qu'ils devaient trouver eux-mêmes la solution.

Selon les résultats des deux premiers exercices, 14,16% des enquêtés ont plus de problèmes pour accorder le participe lorsque le complément d'objet direct est placé devant le verbe. Plus particulièrement, le problème est plus fréquent quand ce complément a la forme d'un pronom relatif : « Elles ont aimé les voyages qu'elles ont faits » (exercice 5.2). Dans ce cas, 36,4% des personnes ont choisi l'option où le

participe passé *fait* est au singulier au lieu de choisir la forme au pluriel *faits* qui serait la correcte.

L'insécurité de l'accord du participe passé avec le complément d'objet direct placé avant peut se voir aussi dans le troisième exercice, puisque 29,1% des enquêtés n'ont pas fait l'accord correspondant. Ainsi, ils ont écrit « Ils ont cassé leurs jouets et les ont *jeté* », « elle a fini son exercice car sa sœur l'a *aidé* » et « ils sont convaincus par la présentation qu'elle a *fait* ».

La deuxième partie des exercices fait référence à l'accord du participe passé quand il s'agit des verbes pronominaux. Dans ce cas, l'exercice qui pose le plus de problèmes est celui où les enquêtés doivent retrouver la phrase écrite convenablement entre quatre options (exercice 5.5.).

Le problème à propos de ce sujet concerne l'identification de la fonction du pronom *se*. Presque 18% des réponses montrent que les locuteurs n'identifient pas le pronom comme un complément indirect mais comme un complément direct ; ce qui les amène à faire un accord fautif du participe passé avec le sujet. Le fait de choisir des phrases telles que « elle s'est demandée pourquoi il ne venait pas » (exercice 5.4), « ils se sont offerts de grands vins » ou « elles se sont rencontrées en vacances et *se* sont écrites » (exercice 5.5) comme les bonnes réponses montre qu'ils n'arrivent pas à faire la distinction entre la fonction du pronom *se* qui dans les phrases mentionnées fonctionne comme complément d'objet indirect.

6.6. L'ACCORD DES ADJECTIFS DE COULEUR

La qualification à travers les couleurs peut se faire à l'aide d'un adjectif qualificatif qui a deux possibilités d'accord selon Édouard Bled (2012 : 42) : l'adjectif est variable s'il y a un seul adjectif qualificatif pour faire référence à cette couleur (*une feuille blanche*) ; ou l'adjectif reste invariable quand il est accompagné d'un autre adjectif ou d'un nom (*des yeux bleu pâle*) ou quand il accompagne une autre couleur liée par un trait d'union (*des pierres bleu-vert*). Il est aussi possible que certaines couleurs restent toujours invariables comme *marron*, *orange* et *or*.

Ce sujet a été analysé à partir de trois exercices : dans le premier exercice les enquêtés doivent trouver les phrases écrites correctement, dans le deuxième ils doivent trouver la phrase correcte parmi quatre options différentes et dans le troisième ils doivent faire l'accord nécessaire des couleurs proposées. Le premier et le deuxième exercices ont posé plus de problèmes (69,11% et 66,06% de réponses correctes respectivement) que

le troisième, qui selon les résultats obtenus dans ce dernier, 76,36% de réponses ont été correctes.

Les réponses montrent que le principal problème de l'accord des adjectifs de couleur concerne ceux qui sont dérivés d'un nom. Par exemple, 38,2% des enquêtés ont choisi la phrase « Elle a de jolis yeux noisettes » (exercice 6.1) comme correcte, cependant dans cette phrase l'adjectif vient du nom *noisette* et, par conséquent, il reste invariable. C'est le même cas des adjectifs comme *caramel* (exercice 6.1) ou *fuchsia* (exercice 6.2) qui restent invariables.

Il faut remarquer le dernier exemple du deuxième exercice qui a posé plus de problèmes : « Sa robe de soirée était couverte de paillettes or et de strass argenté ». 58,2% de réponses ont choisi la phrase dont les couleurs sont *or* et *argentés*, mais 30,9% ont choisi celle composée par *or* et *argenté*. Il s'agit de deux types d'adjectifs différents : la couleur *or* provient d'un nom tandis qu'*argenté* est un adjectif.

Dans le troisième exercice, il est possible d'analyser que les locuteurs ne maîtrisent pas ou ne connaissent pas complètement la règle qui concerne le cas d'une couleur composé par deux mots comme *rouge écarlate*. Dans ce cas, 34,6% ont accordé soit le premier élément, soit le deuxième, soit tous les deux, cependant, *rouge écarlate* reste invariable parce que ce sont deux mots pour désigner une même couleur.

6.7. LA NÉGATION DES PROPOSITIONS FINALES

La locution *pour que* est suivie parfois des adverbes de négation *ne* et *pas* pour exprimer une proposition subordonnée finale. Cette construction n'est pas complètement maîtrisée et comme remarque l'Office québécois de la langue (2018c) le principal problème concerne l'ordre de ces éléments dans la phrase.

Parmi tous les sujets analysés dans ce travail, ceci est celui qui a posé le plus de problèmes aux enquêtés puisque l'analyse de réponses montre que seulement 55,41% de réponses ont été correctes. Les enquêtés ont dû construire des propositions finales négatives avec les éléments proposés et, selon les réponses, les principaux problèmes qui se sont posés concernent l'ordre des éléments et le temps verbal convenable.

L'Office québécois de la langue (2018c) indique que « *ne* et *pas* doivent plutôt être placés de part et d'autre du verbe, après *que* ». Même si celle-ci est la bonne construction, il y a des locuteurs qui ne la maîtrisent pas et qui ont tendance à considérer le groupe *ne pas* comme un ensemble et qu'ils le placent avant la conjonction *que*.

Ainsi, ils écrivent « Charlotte s'est cachée pour ne pas qu'on la voie pleurer » et « Il faudra payer avant demain pour ne pas qu'ils te le confisquent ».

Ce genre de propositions sont toujours suivies du mode subjonctif (Martinet et Bentolila, 1984 : 268) et l'analyse de réponses montre que cette règle n'est pas complètement maîtrisée. Pour vérifier cela, nous pouvons analyser la première phrase proposée dans l'exercice (« Charlotte s'est cachée pour qu'on ne la voie pas pleurer ») où 56,38% des sujets ont employé le mode indicatif (« voit ») au lieu d'employer le subjonctif (« voie »). Cela peut être dû non seulement à la méconnaissance du temps verbal qu'il convient d'employer, mais aussi à la méconnaissance de la désinence propre au présent du subjonctif.

7. CONCLUSION

Les langues sont des outils de communication qui subissent des variations constantes à cause, entre autres raisons, de la diversité de personnes qui les emploient. Ces variations produisent le phénomène de l'hétérogénéité dans une même langue. Plus particulièrement le français, parlé par 274 millions de locuteurs, a suivi un processus de régularisation tout au long de l'histoire afin d'unifier la langue. L'Académie française a joué un rôle primordial dans cette régularisation puisqu'en 1635 elle a commencé à établir des normes à suivre dont le but était de fixer l'usage. Dès ce moment, tout emploi éloigné de la norme établie a été jugé négativement.

La connaissance ou la non-maîtrise de règles ont donné lieu à deux termes opposés employés par William Labov : *sécurité linguistique* et *insécurité linguistique*. Le premier concept fait référence au sentiment que les locuteurs ont lorsqu'ils sont conscients qu'ils s'adaptent à la norme et ils font un bon usage. Cependant, le deuxième concept renvoie au sentiment qu'éprouvent les sujets parlants lorsqu'ils sont conscients de leur éloignement de la norme. Ce sentiment provoque chez les locuteurs le besoin de modifier leur production pour s'adapter à la norme qu'ils considèrent comme correcte. Parfois on n'obtient pas le résultat escompté et l'on voit apparaître le phénomène connu sous le nom d'*hypercorrection*.

Le sentiment d'*insécurité linguistique* fait que les locuteurs veulent connaître les règles et qu'ils se servent de différents outils pour se renseigner. Avant l'apparition des nouvelles technologies, ils s'en servaient des sources au format papier comme les dictionnaires de langue, les dictionnaires de difficultés, les répertoires de régionalismes, les grammaires ou les précis de grammaire. Plus tard se sont ajoutés les sources

numériques et les sites web où figurent des listes avec les points les plus problématiques.

De ces sources et du sondage réalisé par l'institut Mediaprism et le livre *Les timbrés de l'orthographe*, nous avons extrait une liste de sujets qui posent le plus de problèmes et nous les avons analysés à partir des données fournies par 55 informateurs, qui ont répondu aux exercices que nous leur avons proposés. Parmi les sujets analysés au moyen des exercices, nous avons fait une sélection de thèmes pour s'adapter aux conditions de ce travail et nous avons choisi analyser les « cinq bêtes noires » mentionnées par le sondage et deux sujets de plus : l'accord des adjectifs de couleur et la négation des propositions finales.

L'étude réalisée nous permet d'extraire nos propres conclusions et d'élaborer notre propre liste de « bêtes noires » selon le pourcentage de réponses correctes de chaque sujet analysé dans ce travail :

- 55,41% La négation des propositions finales
- 57,15% Le pluriel des noms composés
- 65,64% Les consonnes doubles
- 71,01% L'accord des adjectifs de couleur
- 77,01% Le pluriel des nombres
- 78,88% L'accord des participes passés
- 80,75% La différenciation du futur et du conditionnel

Ainsi, nous pouvons conclure que, parmi ces sujets, les locuteurs ont plus de problèmes dans la formation de la négation des propositions finales. Mais aussi avec le pluriel des noms composés, ce qui coïncide avec la première « bête noire » signalée par le sondage de l'institut Mediaprism et le livre *Les timbrés de l'orthographe*.

L'ensemble de réponses nous ont aussi permis de nous rendre compte de l'existence d'autres erreurs différentes des sujets mentionnés, surtout en ce qui concerne la conjugaison des verbes. Nous avons remarqué que lorsque nous demandons de conjuguer un verbe au présent de l'indicatif, il y a une hésitation dans la désinence personnelle. Par exemple, conjuguer un verbe à la troisième personne du pluriel comme « harcèle » (exercice 4.4) ou la construction de la phrase « Il faudra payer avant demain pour qu'ils ne te le confisque pas » (exercice 7.1) qui a été écrite par 20% de interviewés.

L'élaboration de ce travail nous a permis de comprendre comment est né le besoin de créer des règles pour régulariser une langue, d'analyser la situation actuelle du français et de nous rendre compte que, malgré ces règles, la langue n'est pas complètement maîtrisée par ses usagers. De cette façon, nous pouvons affirmer que le sentiment d'*insécurité linguistique* est réel et qu'il est présent chez les locuteurs français.

8. BIBLIOGRAPHIE

- Académie française (2018a), « Le Dictionnaire » [en ligne], <<http://academie-francaise.fr/le-dictionnaire/la-9e-edition>>, (consulté le 26 juin 2018).
- Académie française (2018b), « Dire, ne pas dire » [en ligne], <<http://academie-francaise.fr/dire-ne-pas-dire/courrier-des-internautes>>, (consulté le 4 juin 2018).
- Académie française (2018c), « Questions de langue » [en ligne], <<http://academie-francaise.fr/questions-de-langue>>, (consulté le 4 juin 2018).
- Académie française (2018d), « Statuts et règlements » [en ligne], <<http://academie-francaise.fr/linstitution/statuts-et-reglements>>, (consulté le 4 avril 2018).
- Académie française (2018e), « Terminologie et néologie » [en ligne], <<http://academie-francaise.fr/la-langue-francaise/terminologie-et-neologie>>, (consulté le 26 juin 2018).
- Arrivé, M., Gadet, F. et Galmiche, M. (1986), *La grammaire d'aujourd'hui : guide alphabétique de linguistique française*, Paris : Flammarion.
- Asse, E. (1880), *L'Académie française*, France, Europe : Firmin-Didot (Paris).
<<http://roble.unizar.es:9090/login?url=http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=edsbas&AN=edsbas.ftbnfgallica.oai.bnf.fr.gallica.ark..12148.bpt6k962402&lang=es&site=eds-live>>, consulté le 27 mars 2018.
- Atlantico.fr (le 13 août 2016), « 15 fautes d'orthographe parmi les plus courantes (et comment les éviter pour de bon) » [en ligne], <<http://www.atlantico.fr/decryptage/15-fautes-orthographe-que-beaucoup-personnes-font-et-comment-eviter-pour-bon-1003834.html>>, (consulté le 17 avril 2018).
- Bled, É, Bled, O. et Berlion, D. (2012), *BLED orthographe grammaire*, Paris : Hachette Livre. (coll. Hachette Éducation).
- Calvet, L. (2002), *La sociolinguistique* (4ème éd.), Paris : Puf. (coll. Que sais-je ?).
- Conseil supérieur de la langue française (1990), « Les rectifications de l'orthographe » [en ligne], <<http://academie-francaise.fr/sites/academie-francaise.fr/files/rectifications.pdf>>, (consulté le 17 avril 2018).
- Dubois, J. (1973), *Dictionnaire de linguistique*, Paris : Larousse.
- Duhamel, S. (2011), *Langue française : 120 quiz pour vous tester*, Paris : L'Étudiant.
- Gadet, F. (1989), *Le français ordinaire*, Paris : Armand Colin. (coll. Linguistique).
- Grevisse, M. et Goosse, A. (2011), *Le bon usage : grammaire française* (15e éd rev éd.), Paris : Duculot.

- Kannas, C. (2012), *Bescherelle : l'orthographe pour tous*, Paris : Hatier.
- Labov, W. (1976), *Sociolinguistique*, Paris : Éditions de Minuit. (coll. Le Sens commun).
- Légifrance (2018a), « Arrêté du 28 décembre 1976 Tolérances grammaticales ou orthographiques » [en ligne], <<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000485229&categorieLien=id>>, (consulté le 28 juin 2018).
- Légifrance (2018b), « Loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française » [en ligne], <<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005616341>>, (consulté le 26 juin 2018).
- LeMonde.fr (2018), « Progresser en orthographe » [en ligne], <<https://progresser-orthographe.lemonde.fr/>>, (consulté le 4 juin 2018).
- LeParisien.fr (le 6 novembre 2013), « Les Français s'estiment bons en orthographe » [en ligne], <<http://www.leparisien.fr/societe/les-francais-s-estiment-bons-en-orthographe-06-11-2013-3291535.php>>, (consulté le 17 avril 2018).
- L'Étudiant.fr (2012), « Comment gérer ses problèmes avec l'orthographe : conseils et astuces » [en ligne], <<https://www.letudiant.fr/bac/conseils-methodo/progresser-en-orthographe-tout-en-samusant-19882.html>>, (consulté le 11 juin 2018).
- Martinet, A. et Bentolila, F. (1984), *Gramática funcional del francés* (1a éd.), Barcelona : Ariel. (coll. Letras e ideas).
- Moreau, M. (1997), *Sociolinguistique : les concepts de base*, Sprimont Belgique : Mardaga. (coll. Psychologie et sciences humaines).
- Office québécois de la langue française (2018a), « Banque de dépannage linguistique » [en ligne], <<http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bdl.html>>, (consulté le 16 avril 2018).
- Office québécois de la langue française, *Banque de dépannage linguistique* (2018b), « L'orthographe : Problèmes liées aux consonnes » [en ligne], <http://bdl.oqlf.gouv.qc.ca/bdl/gabarit_bdl.asp?T1=doubles+consonnes&T3.x=0&T3.y=0&id=3794>, (consulté le 11 juin 2018).
- Office québécois de la langue française, *Banque de dépannage linguistique* (2018c), « La syntaxe : la négation et la restriction : pour que... ne pas » [en ligne], <http://bdl.oqlf.gouv.qc.ca/bdl/gabarit_bdl.asp?Th=2&t1=&id=3890>, (consulté le 28 avril 2018).
- Organisation internationale de la Francophonie (2014), « La langue française dans le monde 2014 » [en ligne], <<https://www.francophonie.org/Langue-Francaise-2014/projet/Rapport-OIF-2014.pdf>>, (consulté le 31 mai 2018).

Projet Voltaire (2017), « Foire aux questions - Orthographe et Projet Voltaire » [en ligne], <<https://www.projet-voltaire.fr/questions-frequentes/>>, (consulté le 17 avril 2018).

Trudgill, P. et Hernández Campoy, J. M. (2007), *Diccionario de sociolingüística*, Madrid : Gredos. (coll. Biblioteca románica hispánica.).